

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations entre la France et la Géorgie, la situation en Ukraine et sur les élections européennes, à Tbilissi le 13 mai 2014.

LE PRÉSIDENT

Monsieur le Président, ma visite en Géorgie n'a qu'un seul but, marquer le soutien de la France à votre pays : soutien à l'intégrité territoriale, à la souveraineté de la Géorgie, soutien à l'accord d'association entre l'Union européenne et la Géorgie, soutien au développement économique de la Géorgie.

Depuis déjà plusieurs mois, j'ai eu l'occasion de m'en entretenir directement avec les dirigeants de la Géorgie, avec le Président c'était à l'occasion du sommet de Vilnius et avec le Premier ministre c'était à l'occasion du sommet de La Haye, en mars dernier. Mais, je voulais traduire, par une visite ici en Géorgie, ce que j'avais dit déjà aux autorités du pays. L'intégrité territoriale de la Géorgie qui aujourd'hui n'est pas, hélas, réunie est un problème qui continue d'être posé à l'ensemble de la communauté internationale.

Le Président a fait référence aux accords de 2008. Ils ne sont pas entièrement mis en œuvre, ils doivent l'être. L'accord d'association va être signé en juin et il doit être pleinement traduit dans la réalité. C'est un accord important, avec une dimension politique, qui confirme l'aspiration européenne de la Géorgie. Il a également une dimension économique, puisque la Géorgie va pouvoir accéder non seulement à un accompagnement financier et technique de l'Europe mais aussi au marché européen.

De la même manière, les Européens et la France vont pouvoir accéder au marché géorgien et donc aux marchés de la région, car la Géorgie est ouverte. Elle est ouverte à l'égard de tous ses voisins : la Russie, vous avez fait les gestes qui convenaient à l'Azerbaïdjan, l'Arménie et vous avez une relation également privilégiée avec la Turquie. Venir ici en Géorgie, c'est accéder à tous les marchés de la région.

Cela a été le sens du forum économique qui s'est tenu aujourd'hui et qui a permis une rencontre entre des entreprises françaises et des entreprises géorgiennes. Je veux ici les en remercier et nous avons pu envisager des coopérations, déjà matérialisées par un certain nombre d'accords et qui vont s'amplifier dans les domaines de l'énergie, de l'industrie agro-alimentaire, du tourisme, des infrastructures, du transport. Il y a donc beaucoup d'opportunités qui ne vont faire que s'amplifier dans les mois à venir.

Nous avons également une coopération en matière culturelle, en matière universitaire et en matière éducative. Je remercie là-aussi tous ceux qui y contribuent. J'étais cet après-midi dans l'École française du Caucase. Elle a été financée grâce à un don pour faire en sorte de pouvoir offrir des conditions d'accueil parfaites. Cette école va pouvoir accueillir 350 élèves : des familles françaises installées en Géorgie mais aussi de beaucoup d'enfants de la Géorgie et d'autres nationalités. C'est là aussi une preuve d'amitié entre nos deux pays. Nous avons pu également insister sur la francophonie. La Francophonie intéresse la Géorgie. La meilleure preuve c'est qu'elle est observatrice, aujourd'hui, de l'Organisation Internationale de la Francophonie.

Le Président vient de parler de ce que j'appellerais le projet des trois mers : la Mer Caspienne, la Mer Noire, la Mer Méditerranée. Cette union des trois mers, voilà un beau projet qui méritera d'être poursuivi et dont la Géorgie peut être un élément tout à fait essentiel. Il permettra de relier

... une perspective de sécurité géorgienne en elle-même, ce qui est essentiel, il permettra de relier des régions qui aujourd'hui ne le sont pas suffisamment, notamment sur le plan énergétique. Cette liaison a été longtemps une liaison historique. Elle peut demain être une liaison énergétique et une liaison économique. Faut-il encore qu'il y ait de la sécurité.

La sécurité, c'est la condition pour le développement économique, partout dans le monde et dans cette région. Je sais que la Géorgie travaille avec nous pour trouver une issue au conflit qui n'a que trop duré entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. J'ai été dans ces deux pays, la France co-préside le groupe de Minsk. Nous avons besoin d'avoir aussi des partenaires : la Géorgie en est un qui permet à ces deux nations d'envoyer des signaux de confiance et de pouvoir se retrouver dans un règlement de ce conflit. Et puis, la sécurité c'est aussi celle de la Géorgie. Nous avons, là-aussi, une coopération en matière de défense que nous allons pouvoir amplifier. Et puis il y a la relation que la Géorgie veut avoir avec l'OTAN. Ce sera un des sujets du sommet qui va se tenir dans quelques mois. Là-dessus, évitons des procédures abstraites ou compliquées. Faisons en sorte que, tout simplement, il puisse y avoir une bonne intelligence et une relation de confiance.

Je veux terminer sur une expression de gratitude et en même temps un symbole. La France est engagée en République centrafricaine depuis déjà plusieurs mois. C'est une tâche difficile, je l'ai dit plusieurs fois, mais qui est assurée dans des conditions meilleures. Même s'il y a encore beaucoup à faire et nous ne sommes pas à l'abri encore d'événements douloureux. Mais nous avons voulu qu'il y ait une opération européenne qui vienne en appui de ce que nous faisons, nous, la France avec les Africains, dans l'attente d'ailleurs de l'opération qui va se faire dans peu de mois dans le cadre des Nations Unies.

Un des premiers pays à avoir répondu à l'appel de la France pour la constitution de cette opération européenne a été la Géorgie. La Géorgie n'avait pas de tradition africaine, enfin à ma connaissance ! Elle a compris quel était l'enjeu de sécurité et a accepté d'envoyer un contingent. Je l'ai rencontré : une compagnie était là, dans cette cour. Elle sera sur place au mois de juin, qui correspond à la signature de l'accord d'association entre la Géorgie et l'Union européenne. Je veux rapprocher les deux événements et les deux faits : la signature et la présence de la Géorgie dans l'opération européenne.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que j'étais venu dire au peuple géorgien : la France, comme elle l'a toujours été, est à ses côtés.

QUESTION

Vous avez évoqué l'importance de la Géorgie, en tant que pays important de transit pour l'approvisionnement de l'Europe en hydrocarbure. Vous avez également dit que c'est une chance, un atout, de la Géorgie dans ce contexte. Je voudrais vous poser la question suivante : à quel point c'est important pour la France, à quel point la sécurité de la Géorgie est importante pour l'Europe ? La Géorgie a besoin des mécanismes de sécurité pour rester un acteur important et cette question a été abordée lors du Sommet précédent.

LE PRESIDENT

La sécurité de la Géorgie est d'abord essentielle pour la Géorgie qui fait face, je l'ai rappelé, à une situation qui n'est pas réglée depuis 2008. La sécurité de la Géorgie est importante pour la région et la sécurité de la Géorgie est nécessaire pour que l'accord d'association avec l'Europe puisse être traduit dans de bonnes conditions. Alors comment l'assurer cette sécurité ? D'abord, par les Géorgiens eux-mêmes, c'est leur responsabilité. Ensuite, nous avons à coopérer ensemble sur ces questions-là. Il y a la relation avec l'Europe qui est un élément qui peut rassurer la population géorgienne. Enfin, il y a le rapport qui doit être précisé, je pense qu'il convient de ne pas avoir de formules toutes faites, entre la Géorgie et l'OTAN. Ce sera, je l'ai rappelé, l'objet du sommet au pays de Galles.

QUESTION

En 2008, le Président Nicolas SARKOZY était intervenu directement, personnellement et frontalement avec Vladimir POUTINE pour la Géorgie. Aujourd'hui, ne faut-il pas faire de même par une diplomatie plus offensive pour l'Ukraine ? Et, en outre, ne pensez-vous pas la situation en Ukraine justifierait une accélération de l'intégration de la Géorgie au sein de l'OTAN.

LE PRESIDENT

La presse française a beaucoup de qualité, Monsieur le Président. C'est d'arriver à poser plusieurs questions à la fois sans lien les unes avec les autres. En 2008, la France a eu raison elle présidait l'Union européenne de tout faire pour qu'un accord puisse être trouvé et arrêter la guerre. Mais, on l'a vu, l'occupation, néanmoins, s'est produite. Il y a toujours une atteinte à l'intégrité territoriale de la Géorgie. Cet accord n'a pas pu être traduit entièrement, dans les faits.

Avec l'Ukraine, nous sommes dans une situation où la Russie a considéré qu'elle pouvait utiliser le trouble, le vide pour porter des avantages territoriaux ... Cela a été la question de la Crimée que nous avons dénoncée, l'Union européenne comme l'ensemble de la communauté internationale, sauf quelques pays. Parce que c'est une atteinte à l'intégrité territoriale.

Aujourd'hui, que devons-nous faire ? Nous mobiliser pour que l'élection du 25 mai en Ukraine puisse se tenir, produire son résultat et sa légitimité. C'est-à-dire donner à l'Ukraine un Président élu qui pourra avoir la capacité de dialogue et d'engager la réforme constitutionnelle qui est attendue. Nous devons avoir la fermeté nécessaire. La fermeté passe par des sanctions. Des niveaux ont été fixés. Nous avons encore une gradation s'il n'y avait pas le dialogue nécessaire et si l'élection le 25 mai était perturbée, empêchée.

L'Union européenne est là. Le 25 mai, il y a aussi des élections au Parlement européen. A quoi cela sert des élections ? A renforcer ceux et celles qui vont pouvoir agir, en l'occurrence l'Europe. L'Europe doit être plus forte, doit être davantage investie de cette mission d'assurer aussi la sécurité. C'est l'enjeu de la politique européenne de sécurité. La France y est pleinement engagée. C'est une prise de conscience qui se fait en ce moment en Europe : savoir ce que nous pouvons faire pour la sécurité et aussi pour l'indépendance énergétique, pour qu'il y ait une diversification des sources. L'Europe doit se préparer si elle veut être écoutée : se préparer dans sa politique européenne et de sécurité, se préparer dans sa politique énergétique. C'est aussi l'enjeu du 25 mai.

Le 25 mai, c'est une élection très importante, en Ukraine, en Europe. C'est une élection, je l'ai dit, pleinement européenne.